

La France c'est tous ceux qui y vivent

La xénophobie d'Etat tue les droits de tous

Français, immigrés égalité - solidarité !

Une politique qui nie les droits fondamentaux

L'acharnement de ces dernières années contre les étrangers est impressionnant. Pas moins de cinq lois depuis 2002 ont été votées au mépris de la légitimité des étrangers installés en France à y bénéficier des droits de tous quelque soit leur statut juridique : attaques contre l'aide médicale d'Etat, tests ADN, multiplication des restrictions du droit d'entrée et de séjour des étrangers notamment par la limitation drastique du regroupement familial.

Le gouvernement impose une vision utilitariste de l'immigration. Après avoir établi des listes restrictives de métiers discriminant travailleurs provenant de l'UE et travailleurs du reste du monde, il a l'intention de modifier la Constitution au printemps pour introduire dans la loi la notion de quotas. De plus pour faciliter les expulsions, il veut créer une juridiction spéciale chargée de juger les étrangers sans papiers. Il souhaite faire adopter à l'échelle européenne une disposition rendant impossible à l'avenir toute opération de régularisation d'envergure.

Cette politique répressive touche non seulement les sans-papiers mais aussi les étrangers ayant un titre de séjour et les Français, surtout sur ceux d'origine étrangère. Pour chacun(e) des sans papiers piégé(e) par des contrôles d'identité iniques au faciès, combien d'étrangers en règle ou de Français « issus de l'immigration » se voient humilier quotidiennement ? Combien d'étrangers se voient refuser, pendant de longues années ou pour toujours, la possibilité de vivre avec leurs proches, en raison des critères arbitraires fixés par la loi et de la malveillance tatillonne des préfetures ? Combien d'étrangers et de Français se voient refuser le droit d'épouser la femme ou l'homme de leur choix au prétexte que leur amour ne serait que de complaisance ?

Une politique du chiffre qui tue

Contrôles au faciès, convocations piège en préfetures, rafles, non respect des voies et délais de recours, marquage de sans-papiers au feutre indélébile dans le Nord, pression sur les préfets, policiers et gendarmes pour qu'ils atteignent des objectifs chiffrés, mise en place de camps d'enfermement aux frontières de l'Europe.... Chaque jour la descente dans l'ignominie s'accélère. Cet acharnement répressif brise et tue des êtres humains qui pour échapper aux expulsions prennent des risques parfois mortels (défenestrations, fuite par les toits, suicides, noyades...)

Les politiques de chasse aux sans-papiers sont non seulement inhumaines et injustes, mais également coûteuses. Les coûts induits par cette débauche de moyens policiers et la mobilisation d'infrastructures (transports ferroviaires, portuaires et aériens) seraient plus utiles pour financer des services publics ou l'aide au

développement. Au contraire, si ces mêmes sans-papiers étaient autorisés à vivre en France en tout légalité, n'étaient plus obligés de se cacher et n'étaient plus tenus d'accepter des conditions de travail dégradantes, le paiement des cotisations sociales de ces travailleurs permettrait de faire rentrer des milliards d'euros dans les caisses de la protection sociale.

Une politique qui réprime la solidarité

Le gouvernement s'efforce d'entretenir un climat de suspicion et de peur à l'égard des étrangers et de leurs soutiens : criminalisation de la solidarité, multiplication des poursuites judiciaires, utilisation des services publics, services sociaux et des inspecteurs du travail comme auxiliaires de police.

Afin d'aligner par le bas les droits sociaux, il fait le choix de la division : le pouvoir oppose Français et étrangers en agitant le mythe de l'invasion de la France, il oppose les bons immigrés intégrés aux mauvais immigrés, les étrangers en situation régulière aux sans-papiers, comme il oppose les salariéEs du privé à ceux et celles du public...

Une politique qui instrumentalise l'immigration au profit d'une politique antisociale et liberticide

Les étrangers sont utilisés comme des boucs émissaires afin de détourner l'opinion des vrais problèmes : pouvoir d'achat, protection sociale, retraites, précarité, services publics, place des femmes, avenir de la planète, discriminations....

Cette politique qui fait système est aujourd'hui notamment incarnée par le ministère de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement. Elle présente les étrangers comme une menace pour "l'identité nationale". Cette conception s'inspire d'une philosophie nationaliste et d'extrême droite. Elle contribue à justifier des politiques sécuritaires qui transforment notre société en Etat policier. Elle constitue une injure non seulement envers les étrangers, mais également envers les Français attachés aux valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de respect de la personne humaine. Elle donne de la France l'image d'un pays qui se replie de plus en plus sur lui-même.

Nous refusons cette politique ultra-libérale de casse du code du travail et salarial, dont les émigrés sont les premières victimes. Nous refusons cette politique européenne dictée par le patronat européen pour une "immigration choisie", permettant *in fine* cette délocalisation sur place, à moindre coût, et mise en concurrence des filières d'immigration de travail.

La liberté de circulation des êtres humains est une valeur fondatrice de la civilisation et de la démocratie.

Ce projet de société n'est pas le nôtre !

La société démocratique et solidaire à laquelle nous aspirons exige :

- La suppression du ministère de "l'identité nationale",
- L'arrêt de la chasse aux sans-papiers, l'arrêt des expulsions et la fermeture des centres de rétention,

- L'arrêt des poursuites contre les soutiens des sans-papiers,
- L'abrogation de lois stigmatisant les migrants et bafouant leurs droits,
- L'abandon des projets gouvernementaux sur la justice d'exception et les quotas,
- La mise en œuvre d'une autre politique européenne, à l'opposé de l'Europe forteresse,
- Le droit au logement, à la santé, à l'éducation et au travail pour toutes et tous,
- Des droits pour les femmes migrantes qui favorisent leur autonomie,
- La régularisation des sans papiers,
- L'abolition de la taxe à l'emploi pour l'embauche de travailleurs étrangers,
- Une politique d'accueil des étrangers leur permettant de vivre dignement en France.

Pour une société fraternelle et solidaire,

un sursaut citoyen s'impose

nous manifesterons tous ensemble

le 5 avril à Paris

14H30 Place d'Italie

<http://www.contreimmigrationjetable.org/>